Déclaration CGT
CSE Réseau France 3
Du 9 septembre 2026

La rentrée s'annonce sous les pires auspices. Selon une dépêche *Satellifacts* du 15 juillet, la direction envisagerait un plan de départs volontaires portant sur 1 000 suppressions de postes, soit plus de 11 % des 8 720 ETP de l'entreprise. Cette hypothèse, révélée par la presse en juillet serait une proposition de la direction de France Télévisions. Bien qu'elle ne soit pas démentie par la direction, elle n'a fait l'objet d'aucune présentation officielle aux représentants du personnel. Tout avance sous le manteau.

Ces suppressions permettraient de dégager 70 à 80 millions d'euros d'économies structurelles par an à partir de 2028, une fois les départs financés en 2027. Telle serait l'alternative brandie par la Présidence face aux 47 millions d'euros d'économies supplémentaires réclamés par le ministère de la Culture pour 2027. Si on résume : deux plans mortifères, un seul arbitrage attendu par Matignon.

Et pour quel horizon ? À missions constantes et conditions de travail identiques, cette équation est tout simplement impossible. L'hypothèse d'une fusion entre France 3 et franceinfo circule. Elle figure dans un rapport sénatorial qui sera publié prochainement, elle faisait partie d'un des scénarios proposés à la tutelle par la direction. Ce serait la fin d'une aventure de cinquante ans au service de la proximité, réduite à un simple décrochage d'information sur une chaîne d'information continue. Le démantèlement du réseau régional de la 3. Car si franceinfo basculait sur le canal 3, ce serait potentiellement la fin de tous les programmes régionaux. Par ailleurs, rien ne dit que les chaînes d'info privées, très concurrentielles sur le terrain de l'audience, laisseraient positionner la chaîne info publique en si bonne place sans réagir.

Si l'on ajoute l'automatisation des régies et l'arrivée de l'IA dans nos métiers, il ne resterait bientôt plus grand chose en région, sans doute que des journalistes dans une pratique assez industrielle et peu qualitative. La direction compte-t-elle vraiment sur l'intelligence artificielle pour compenser une telle saignée ? Ce serait un pari aussi risqué qu'irresponsable et socialement explosif. A ce propos, la direction du Réseau va devoir s'expliquer sur son travail en chambre autour d'un projet IA qui concerne les documentalistes.

Les organisations syndicales représentatives ont déjà réagi publiquement contre ce plan caché de la Présidente de France Télévisions. Rien n'est officiel à ce jour. 8 semaines après les révélations de la presse, silence total, aussi bien côté ministères que direction de l'entreprise. De ce fait, les négociations sur l'accord collectif sont d'ores et déjà suspendues par décision des syndicats.

La CGT exige un démenti formel de la direction et, en ce qui concerne le réseau régional, des garanties fermes sur le maintien des programmes régionaux et des métiers qui les font vivre. Nous exigeons la transparence sur les arbitrages en cours entre l'État et la direction, et rappelons l'impérative nécessité d'un financement à la hauteur de nos nombreuses missions.

Les professionnels du service public audiovisuel de proximité sont engagés de longue date au service de leurs concitoyens. Ils méritent mieux que ce mépris. Nous ne laisserons pas faire.

Paris, le 9 septembre 2026

CGT France Télévisions . 7, esplanade Henri de France . Bureau V2828 . 75907 Paris cedex 15 . 01 56 22 88 32
cgtgroupe@francetv.fr . www.cgtftv.fr . www.snjcgt.fr . Permance Santé-Harcèlement – 06 08 57 86 52 et/ou 06 81 95 26 19 - alertesanteCGTFTV@gmail.com